

# Togo Debout demande des comptes à Faure Gnassingbé et au gouvernement



Le Front Citoyen Togo Debout (FCTD) est vivement préoccupé par la responsabilité du Togo dans les affaires du putsch manqué au Burkina Faso et du Groupe Bolloré. Selon l'organisation de la société, ces affaires écornent et strient l'image du Togo à l'étranger. Elle interpelle les plus hautes autorités du Togo à rompre le silence pour redorer ses blasons aux yeux de la communauté internationale.

Dans sa déclaration publiée mercredi, Togo Debout indique que les affaires du putsch manqué au Burkina Faso et du Groupe Bolloré donnent une mauvaise presse du Togo sur l'échiquier national et international, alors qu'aucune réaction officielle du gouvernement togolais n'est intervenue pour éclairer.

Face à cela, le FCTD demande à Faure Gnassingbé notamment de donner sa version des faits, un peu comme le Président guinéen, Alpha Condé dont le pays est également cité dans l'affaire du Groupe Bolloré (ndlr).

*« Le Front Citoyen Togo Debout interpelle instamment les premières autorités togolaises, en particulier la présidence de la République et le gouvernement togolais quant à leur obligation d'éclairer les citoyens togolais et l'opinion publique nationale et internationale sur ces deux affaires qui écornent et strient l'image de notre pays aux plans*

*national et international », mentionne le document qui ajoute qu'il en va grandement de leur probité, de leur intégrité et de leur crédibilité aux yeux de la communauté nationale et internationale.*

{loadmoduleid 210}

Selon Togo Debout, relativement à l'affaire du putsch, l'implication du Togo transparaîtrait dans les dépositions du Général Diendéré qui affirme s'être adressé au Colonel Massina, Directeur général de la Gendarmerie, pour récupérer le matériel militaire ayant servi au putsch.

Dans le même temps, l'organisation du Prof David Dosseh informe que la justice de Nanterre a ouvert le mardi 24 avril dernier une information judiciaire contre le Groupe Bolloré et ses premiers responsables et portant sur des soupçons de corruption d'agents publics étrangers dans le cadre de l'obtention de terminaux à conteneurs sur les ports de Lomé et Conakry en 2009 et 2010.